

Présentation de la conférence internationale sur la recherche en finance rurale

BIM n° - 29 mai 2007
Betty WAMPFLER

En mars dernier a eu lieu à Rome la conférence internationale sur la recherche en finance rurale, organisée par la FAO et la Fondation Ford. Elle a réuni plus de 200 chercheurs, experts et représentants d'organisations financières d'une soixantaine de pays.

Le programme de la conférence était très dense et riche. La remarquable qualité de l'organisation l'a rendu attractif et efficace en terme d'échanges et de réflexion. On retrouve cette même qualité d'organisation dans la restitution des matériaux de la conférence : les communications, posters, et documents complémentaires sont disponibles sur les sites de la conférence (www.fao.org/ag/rurfinconference) et du Centre d'apprentissage de la Finance Rurale de la FAO (www.ruralfinance.org).

Ce BIM ne saurait rendre compte de manière détaillée de la richesse de cet ensemble de matériaux. Il se propose simplement de faciliter l'accès aux ressources en ligne en vous présentant brièvement l'architecture de la conférence (1), quelques points de synthèse des débats (2) et le programme de la conférence virtuelle qui prolonge actuellement sur le web la conférence de Rome (3).

Architecture de la conférence

La conférence était structurée autour de :

Sessions plénières :

- Conférence introductive sur les enjeux du développement rural et agricole dans la globalisation et les conséquences pour les services financiers
- Les liens entre recherche et développement des services financiers ruraux
- Comment renforcer les liens entre recherche et développement
- Le rôle des banques publiques dans le développement des services financiers
- Recherche et pratiques pour améliorer la compétitivité de la finance rurale
- Conclusions et recommandations de la conférence

Et de cinq sessions thématiques abordées à travers des communications et des posters.

Demande de produits et services financiers au sein des populations rurales

Dans le contexte de changement rapide intervenant dans les économies rurales à l'échelle mondiale, cette session avait pour objectif d'analyser les conséquences de ce changement sur la demande et l'offre de services financiers ruraux.

Quels modèles d'institutions pour développer services et produits financiers en milieu rural

Dans le contexte de développement important de la microfinance, l'offre de services financiers en milieu rural reste un défi. Cette session thématique avait pour objectif de réfléchir à l'adéquation et à la durabilité comparée de différents modèles de microfinance aux enjeux et contraintes du milieu rural.

Améliorer la gestion opérationnelle des institutions financières

Des innovations significatives ont été développées dans les dernières années pour réduire les coûts de transaction et le risque au sein des IMF rurales. Cette session avait pour objectif de présenter et d'analyser certaines d'entre elles, en les replaçant dans leur contexte.

Développer des produits financiers qui répondent aux besoins des clients ruraux

Durant ces dernières années, de nombreux fournisseurs de services financiers ont développé et expérimenté de nouveaux produits visant à répondre aux besoins des ruraux autres que le crédit de court terme : prêts à long terme pour des investissements dans l'agriculture, contrats de location, cartes de crédit et de débit, découverts, produits d'épargne flexibles, assurances (agricoles, de vie, de santé et de biens), transferts d'argent. Cette session avait pour objectif d'analyser des innovations significatives et de réfléchir aux conditions de leur extension.

Créer un environnement et des politiques d'appui qui stimulent le développement des marchés financiers ruraux

Le secteur financier a longtemps cristallisé les débats sur le rôle de l'Etat. Cette session est revenue sur cette question en s'interrogeant sur la nature et les conditions de mise en œuvre de politiques de finance rurale favorisant le développement et la pérennisation de services financiers adaptés à la population rurale et susceptibles de répondre aux enjeux du développement rural tels que présentés par A. De Janvry dans la première session plénière.

Quelques éléments de synthèse des débats

La synthèse des différentes sessions et globalement de la conférence, n'ayant pas été publiée jusqu'ici, les éléments présentés ici ne traduisent par la force des choses qu'une vision partielle de la conférence, telle qu'elle a pu être construite à travers la lecture des différents documents et la participation à une dizaine de sessions parmi les quelques 30 sessions que proposait la conférence.

La conférence introductive d'A. De Janvry, s'appuyant sur le futur rapport de la Banque mondiale sur l'Agriculture en cours d'élaboration, a remarquablement mis en perspective les grandes évolutions de l'agriculture et du développement rural dans les pays du Sud (un développement avéré, des perspectives croissantes notamment autour des « marchés dynamiques », mais aussi un développement dual, des clivages qui s'approfondissent et qui

laisse l'Afrique Subsaharienne au bord du chemin, un enjeu clé : le rapide développement de l'économie rurale non agricole) et leurs conséquences sur la demande et l'offre de services financiers ruraux.

Dans le contexte de changement rapide des économies et sociétés rurales mondiales, l'importance de la recherche pour le développement de la microfinance rurale a été soulignée. Les communications et posters ont donné une ample représentation de la diversité des travaux de recherche, des acteurs de cette recherche (Universités, centre de recherche, mais aussi opérateurs de microfinance eux-mêmes...) et des utilisateurs de cette recherche. Les méthodes exposées ont révélé aussi une ouverture des méthodes de recherche, les démarches statistiques, quantitatives et économétriques restant le standard académique incontournable, mais progressivement enrichi par des démarches plus qualitatives. «L'expérimentation économique» a également fait son entrée dans cette palette de démarches. Les difficultés du lien entre recherche et développement ont aussi été soulignées (problèmes d'objectifs partagés, de vocabulaire, d'agenda, de mode d'évaluation...). L'intérêt des démarches visant à associer étroitement les acteurs des services financiers aux programmes de recherche a été largement revendiqué par ces acteurs et démontré par les exposés.

Les progrès de la finance rurale ont été mis en évidence sur tous les continents, Chine comprise. L'importance de bien connaître ses clients, d'adapter les produits aux besoins et contraintes des clients, la nécessité de bonnes pratiques et l'importance du cadre réglementaire, sont des éléments bien connus qui ont été largement rappelés et documentés par la conférence. L'impact positif de la microfinance a été lui aussi largement documenté par des études émanant de tous les continents : impact de lissage de la consommation, d'amélioration des conditions de vie, de santé, de scolarisation, progression des revenus...

Les perspectives ouvertes par les «innovations» en termes de produits, de procédures et d'outils de la microfinance rurale ont été largement analysées : crédit bail, warrantage, cartes bancaires, nouvelles technologies de l'information, liens contractuels avec l'agribusiness... Le développement de techniques d'assurances, y compris agricoles, semblent ouvrir de nouvelles perspectives de maîtrise du risque. Ce faisant, les banques s'intéressent plus fortement au monde rural, et plusieurs d'entre elles sont venues présenter leurs actions de finance rurale, implantation directe en milieu rural ou refinancement de la microfinance.

Cependant, cette progression rapide et significative ne peut pas masquer les limites actuelles de la microfinance, qui peine toujours à se développer dans les régions rurales reculées et à financer significativement l'agriculture. Plusieurs communications (Vietnam, Pérou...) ont souligné l'impact de l'auto rationnement en crédit par des populations ayant trop peu d'opportunités d'activités économiques ou dont les activités ne sont pas assez rentables pour pouvoir prendre sans charge le risque d'un crédit.

Plusieurs axes ont été esquissés pour repousser ces limites :

- Le développement de liens avec les services non financiers (autour de thématiques spécifiques comme la finance en zone HIV, mais aussi plus globales, en matière de création d'emploi...)
- Le lien avec les organisations agricoles pour développer des structures mieux à même de financer l'agriculture (programme PATMIR au Mexique, zone cotonnière au Mali...)
- Le lien avec les banques nécessaire à l'amélioration du refinancement

Enfin, l'importance des politiques publiques a été réaffirmée à travers une session spécifiquement dédiée à cette question. Mais les débats sont loin d'être clos quant à la nature de ces politiques publiques. Si tous les acteurs s'accordent sur l'importance d'un cadre légal pour le développement de la microfinance rurale, le degré d'intervention de l'Etat dans la fourniture des services financiers a fait l'objet de longues et sévères discussions entre partisans d'un Etat strictement non interventionniste et défenseurs d'une intervention justifiée par les défaillances du marché financier dans des secteurs spécifiques comme les zones rurales reculées, certaines formes d'agriculture, et les populations les plus pauvres parmi les pauvres.

Prolongeant la conférence de Rome, une conférence virtuelle...

Pour ouvrir les débats à un public plus large, la FAO organise du 16 au 28 mai une conférence en ligne sur le thème « Transformation des résultats de la recherche en finance rurale en politiques et actions ». Le principal objectif de cette conférence en ligne est de faire émerger des recommandations et stratégies concrètes qui amélioreront la communication entre chercheurs, praticiens et décideurs.

La conférence en ligne sera structurée autour des cinq questions suivantes :

1. Comment est-ce que les chercheurs et les résultats de leurs travaux peuvent influencer la politique des gouvernements ?
2. Comment est-il possible de rapprocher les praticiens et les chercheurs afin qu'ensemble ils puissent identifier et analyser les challenges de la finance rurale ?
3. Comment est-il possible d'assurer une recherche de qualité et dans quel format les résultats peuvent-ils être diffusés pour s'assurer qu'ils soient utilisés ?
4. Comment est-ce que les bailleurs de fonds et agences de financement de la recherche définissent leurs priorités thématiques et décident ou non d'apporter leur support ?
5. Quels sujets vous semblent-ils prioritaires à l'heure actuelle ?

Chaque thème sera discuté en ligne pendant 2 à 3 jours. Les organisateurs proposeront ensuite un résumé des principaux commentaires et idées. Les participants sont invités à envoyer leurs contributions et commentaires en anglais, français ou espagnol. Les résumés seront traduits dans chacune de ces langues.

Pour prendre part à cette discussion, vous pouvez vous enregistrer comme membre du groupe de discussion, à l'adresse suivante : <http://groups.google.com/group/ruralfinance>.